

# Bulletin d'information PCF Fécamp

## Au Sommaire

### Page 1 :

- L'édito

### Page 2 :

- Menace sur l'association Exister

### Page 3 :

- Intervention de Céline Brulin, sénatrice PCF, en faveur d'Exister

### Page 4 :

- La CNL s'installe à Fécamp  
- Ouverture d'un nouveau cabinet dentaire à Fécamp

### Page 5 :

- Coupe du monde de football : la passion et la conscience

### Page 6 :

- Energie : le sénat refuse d'aider les collectivités locales

### Page 7 :

- L'électricité ne sera pas coupée mais il y aura des coupures !



### Page 8 et 9 :

- Inégalités, patrimoine et richesses : l'explosion

## La démocratie des riches

### MACRON REPOUSSE SA PRÉSENTATION DE LA LOI RETRAITES AU 10 JANVIER



Dimanche 11 décembre, Elisabeth Borne a déclenché l'article 49-3 pour couper court à tout débat à l'assemblée nationale... pour la 9ème fois ! Dans la foulée, la Première Ministre d'Emmanuel Macron a annoncé son intention d'utiliser cet [artifice constitutionnel, qui permet de suspendre automatiquement les débats des députés](#), pour faire passer en force sa prochaine réforme des retraites. On se demande à quoi servent les députés que les français se sont choisis puisque Emmanuel Macron et son gouvernement les court-circuitent dès qu'ils ne partagent pas son avis.

Ces pratiques abîment notre démocratie, abîment la république française qui, chaque jour devient un peu plus la chasse gardée des riches, des cabinets de conseils internationaux

et des grands actionnaires du CAC40. Pour leur permettre de se goinfrer en toute impunité, bien protégés par Emmanuel Macron, ce « robin des bois à l'envers ». La récente publication du patrimoine des membres du gouvernement vient de jeter un éclairage cru sur la concentration du pouvoir et de l'argent en France : la quasi-totalité des ministres font partie de la caste du 1 % de Français les plus fortunés, avec une moyenne de 1,9 million d'euros de patrimoine pour chaque ministre. L'équivalent de 100 années de SMIC. Ce sont les mêmes qui réduisent les allocation chômage. Les mêmes qui n'auront pas de souci pour payer leur facture d'énergie cet hiver. Et ce sont les mêmes qui viennent nous dire que « [le temps de l'abondance est fini](#) » et qu'il va falloir travailler plus longtemps, sous peine de voir son droit à la retraite remis en cause.

Et ce sont les mêmes ministres et les mêmes députés macronistes et de droites qui unissent leurs forces au Sénat et à l'Assemblée Nationale pour défendre bec et ongle les riches : taxation des superprofits ?

Avis défavorable ! Lutte efficace contre l'évasion fiscale ? Avis défavorable ! Taxation des dividendes qui ont atteint 44 milliards d'€ pour le premier semestre 2022 ? Avis défavorable ! « Faute de chercher de nouvelles recettes du côté de ceux qui s'enrichissent des crises, le gouvernement flanqué de la droite sénatoriale, prive notre pays de moyens pour l'hôpital public, pour l'école, pour moderniser et développer les infrastructures de transports ou pour atténuer les effets de l'inflation sur le pouvoir d'achat » vient de déclarer Céline Brulin, sénatrice communiste de Seine-Maritime

Ces choix politiques, soutenus par les députés macronistes comme Mme Poussier-Winsback, ont également des conséquences graves à l'échelle locale comme peut en témoigner l'Association exister de Fécamp dont les deux emplois aidés sont en grand danger

La république française est malade, malade du virus de l'argent, malade du virus du capitalisme, malade du virus des inégalités

# MENACE SUR L'ASSOCIATION EXISTER



La manifestation devant la mairie de Fécamp

Depuis 30 ans, l'Association Exister vient épauler dans leurs démarches les demandeurs d'emploi et les salariés de Fécamp en difficulté. 30 ans de dévouement et de solidarité.

Pour tout remerciement, ce sont 2 contrats aidés qui sont aujourd'hui menacés de suppression : celui de la secrétaire administrative et celui du formateur en informatique. Tous deux handicapés.

« Cela est incompréhensible car ça aboutirait à deux personnes supplémentaires privées d'emploi, que Pôle emploi devrait indemniser », constate Jean-Claude Bunel, le président de l'association Exister. « Aujourd'hui, on préfère me payer à rester à la maison plutôt qu'à être active », se désole la secrétaire d'Exister

Depuis le mois de juin, l'Association sentait bien que quelque chose clochait, entre la mairie de Fécamp et Pôle Emploi : « le contrat de notre initiateur en informatique n'avait été renouvelé que pour six mois. Alors que d'habitude, c'est pour un an. » avait remarqué Jean-Claude Bunel. Ce mois de novembre, le couperet vient de tomber : alors qu'en 2021, 200 000 contrats aidés avaient

été signés à l'échelle nationale, ils ne seront plus que 80 000 en 2023, le gouvernement d'Emmanuel Macron ayant décidé de supprimer les crédits pour 120 000 emplois aidés ne se situant pas dans le secteur marchand. Un coup dur pour toute l'économie solidaire et sociale. Précisons que cette mesure est passée grâce l'application de l'article 49-3 lors du dernier débat à l'Assemblée Nationale sur le budget de l'Etat

Jean-Claude Bunel précise : « La loi précise qu'en cas d'épuisement des fonds, le dossier est transféré aux services du Département, qui, avec l'autorisation ou non du préfet, sont chargés de ce dossier ». Lesquels ont décidé de durcir leurs critères, y ajoutant notamment celui d'être éligible au RSA. « Cela implique obligatoirement la suppression pure et simple du contrat aidé, qui par essence bénéficie de la prime d'activité. ». Ces sordides petites manœuvres gouvernementales surviennent au moment où « 2022 sera l'année où notre accueil a été le plus important. Il a comporté plus de 6 000 passages ». Selon Jean-Claude Bunel. Du côté du secteur informatique, « on est la seule structure associative à proposer de la formation. Avec douze postes

et un investissement en matériel ». L'association réduit ainsi la fracture numérique à Fécamp.

Le 17 novembre dernier, Exister a envoyé nombre de courriers à l'administration, au préfet et aux élus locaux, notamment le maire de Fécamp. Jusqu'ici, ils sont restés sans réponse. Pôle Emploi est la seule structure à avoir bien voulu répondre à Exister laissant entrevoir une solution pour l'informaticien de l'Association. Par contre, pour la secrétaire, la seule proposition s'est limitée à un vague « Nous sommes à votre disposition si vous souhaitez déposer une nouvelle offre d'emploi et chercher un ou une candidat-e ». Ce qui règle d'autant moins le problème que le poste de secrétaire demande un savoir-faire et une formation. Et que sans le renouvellement d'un contrat aidé, l'association n'aurait pas les moyens financiers de payer seule un salarié supplémentaire.

Une manifestation est allée au conseil municipal de Fécamp pour demander à la mairie de prendre ses responsabilités

A l'heure où cet article est rédigé, le silence de la mairie de Fécamp reste assourdissant ; d'autant plus assourdissant que l'agglomération de Fécamp Caux Littoral a confié à Exister plusieurs actions de formation de ses salariés, comme vient de le rappeler la sénatrice communiste Céline Brulin, seule élue locale, à ce jour, à être intervenue en faveur des salariés de l'association Exister et de ses 408 adhérents. Nous reproduisons ci-contre la lettre qu'elle vient d'envoyer au ministre du travail d'Emmanuel Macron

**Objet :** Non-renouvellement de deux contrats aidés au sein de l'association  
*Exister*

Bolbec, le 30 novembre 2022

**CELINE BRULIN**

SENATRICE  
DE SEINE-MARITIME

Monsieur le Ministre,

J'ai été saisie par l'association *Exister* qui œuvre sur le territoire de Fécamp du non-renouvellement de deux contrats aidés qui remet en cause les actions mises en œuvre par l'association.

Depuis près de 30 ans, l'association *Exister* vient en aide aux personnes en difficulté et en recherche d'emploi. En 2022, ce sont près de 6000 passages qui ont été enregistré par la structure.

Le Gouvernement a fait le choix de diminuer peu à peu le nombre de contrats aidés, ce que nous déplorons. En 2021, 200 000 contrats aidés étaient signés contre 80 000 qui le seront en 2023. Sans le renouvellement de ces contrats aidés, l'association n'aurait pas les moyens d'assumer le financement de ses salariés.

Le poste d'accueil occupé par Madame Isabelle BEAUFILS est indispensable pour exécuter l'ensemble des tâches administratives qui incombent au bon fonctionnement de l'association. Il permet également d'accompagner au mieux les bénéficiaires par le biais de la prise de rendez-vous.

Depuis le développement du tout-numérique, l'association accompagne un certain nombre de bénéficiaires dans le traitement de leurs démarches administratives et dans l'initiation à l'outil informatique. Aussi, la suppression de l'emploi aidé de l'initiateur informatique Monsieur William PETIT, remet en cause cette mission alors même que la communauté d'agglomération Fécamp Caux Littoral confie des formations dans le domaine de l'informatique pour ses salariés.

Aussi, je vous sollicite pour que soit attribué à Pôle Emploi, les moyens de pérenniser ces postes.

Dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sincères salutations.

*bien à vous*

  
Céline BRULIN

Céline BRULIN - Sénatrice de Seine-Maritime  
33, Place du Général de Gaulle - 76000 Rouen  
60, bis rue des Martyrs de la Résistance - 76210 Bolbec  
Département de Seine-Maritime - 76 - 76000 Rouen - 76210 Bolbec - 76300 Cadeville



## LA CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT S'INSTALLE DANS L'AGGLOMERATION DE FECAMP



La Confédération Nationale du Logement s'installe dans l'agglomération de Fécamp.

La CNL est engagée contre toutes les formes de discriminations, pour la justice sociale et écologique. Elle agit pour **la défense d'une politique de l'habitat et la mise en œuvre d'une politique sociale**, assurant un véritable droit au logement pour tou-tes, dans un habi-

tat, un environnement agréable pour tou-tes les habitant.es de notre pays. Cela quelles que soient leurs conditions sociales ou leurs ressources. Elle agit sur les mêmes critères dans tous les domaines de la consommation.

Ses adhérent-es et les représentant-es de locataires sont élu-es aux conseils d'administration des organismes HLM et EPL et

font la force de la CNL. A travers les amicales d'habitantes, les fédérations départementales, les associations régionales, et l'ensemble de ses militant.es bénévoles ou salarié.es, **la CNL aide les habitant.es et les consommateur-ices à connaître leurs droits, à les faire valoir et à se défendre.**

Contacts :

Pour les locataires de l'Immobilière de la Basse Seine (IBS) : Pascal Fiquet. [fiquetpascal76@outlook.fr](mailto:fiquetpascal76@outlook.fr)

Pour les locataires de Seminor : Bruno Roussel. [brunodomroussel@gmail.com](mailto:brunodomroussel@gmail.com)

Pour les propriétaires du domaine privé : Céline Cuisnier. [cececuisnier84@gmail.com](mailto:cececuisnier84@gmail.com)

Les actions déjà engagées sont une pétition pour avoir des bacs à ordures supplémentaires pour les habitants de la rue Robert Duglé pour IBS.

Et la remise en état sans augmentation de loyer pour les habitants des appartements Seminor de Colleville.

## OUVERTURE D'UN CABINET DENTAIRE A FECAMP

Enfin une bonne nouvelle sur le plan de la désertification médicale : un nouveau cabinet dentaire vient d'ouvrir à Fécamp, rue André-Paul Leroux. Ça méritait d'être signalé, dans le marasme actuel





## COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

PAR CHRISTOPHE  
DEROUBAIX

### La passion et la conscience

**C'est le dernier match, celui qui ouvre les portes de la gloire éternelle** ou celles des regrets, qui ne le seront pas moins. Dimanche soir, l'une des deux équipes finalistes – la France ou l'Argentine – pourra floquer une troisième étoile sur son maillot. Lionel Messi, l'un des plus grands joueurs de l'Histoire, accrochera enfin à son palmarès un titre de champion du monde ou Kylian Mbappé deviendra l'égal de Pelé – au même âge – avec deux consécutions planétaires à 23 ans. Mais il faut aussitôt l'écrire : les Bleus ou l'Albiceleste ne seront pas les vainqueurs d'un Mondial « normal ».

**Comme depuis le début de la compétition, le supporter-citoyen** se retrouve tiraillé, voire mal à l'aise, mais rarement indifférent. La passion, d'un côté. La conscience, de l'autre. Une dialectique qui mêle l'intime et le rapport au monde : la passion ne peut éteindre la conscience, et la seconde ne saurait entamer la première. Les deux se rejoignent pour dire une seule et même chose : « Qatar 2022 » doit être le dernier Mondial de cette nature.

**La plus grande compétition de l'une des pratiques sociales** les plus répandues au monde – le football n'est pas qu'un sport, faut-il encore le répéter ? – ne peut se construire sur

l'exploitation, jusqu'à la mort, de milliers de travailleurs, sur un mini-crime climatique, sur une corruption massive, en fait sur l'argent comme valeur cardinale. Il faut créditer un mouvement international – syndicats, ONG, lanceurs d'alerte, médias, simples citoyens – d'avoir fortifié ce message : « Plus jamais ça ».

**Les Bleus ou l'Albiceleste ne seront pas les vainqueurs d'un Mondial « normal ».**

**Il y a un seul responsable à cette situation : la Fifa.** C'est ce « gouvernement mondial » – privé, au demeurant – qui définit les normes et attribue l'organisation. Le prochain « match » sera donc politique et se déroulera sur ce terrain-là : déposséder les bureaucrates-argentiers de la Fifa de leur capacité de fuite en avant, le foot-business n'étant plus pour eux qu'un simple business, dont ils méprisent les principaux acteurs jusqu'à envisager de les éreinter un peu plus avec un Mondial tous les deux ans. ■



### L'extrême droite s'invite au mondial de football

La chaîne de TV CNews avait préparé le terrain depuis quelques jours, relayant complaisamment, comme à son habitude les propos des leaders d'extrême-droite, qui annonçaient un déferlement de haine anti-française à l'occasion de la demi-finale France-Maroc.



FRANCE-MAROC : LA "REVANCHE DES COLONISÉS"

Mais ce sont les militants d'extrême qui étaient au rendez-vous, tentant de créer des incidents après le match, à Paris et à Lyon. 40 de ces militants ont été interpellés et mis en examen pour port d'armes prohibées



### Qatargate : les socialistes dans la tourmente

La plupart des personnes arrêtées par la police belge pour « faits de corruption » dans le cadre de lobby du Qatar appartenaient ou travaillaient pour le groupe socialiste européen. Manifestement, le Qatar a le bras long, très long. On s'en doutait déjà un peu au vu des conditions d'attribution louches de la coupe du monde de football

## LE SENAT REFUSE LE RETOUR AUX TARIFS REGLEMENTES DE L'ENERGIE POUR LES COLLECTIVITES LOCALES



Avec la proposition de loi défendue par les communistes, la Chambre haute pouvait permettre aux collectivités locales de se mettre à l'abri des spéculations. La droite et les macronistes ont bloqué cette proposition, préférant s'accrocher aux dogmes libéraux.

Plutôt qu'un [« bouclier tarifaire »](#) ou un « filet de sécurité » aux contours difficiles à cerner, les sénateurs du groupe CRCE, dont Céline Brulin la sénatrice PCF de Seine-Maritime, ont défendu, ce mercredi 7 décembre, une solution plus simple et, surtout, plus universelle : [la possibilité pour les collectivités qui le souhaitent de retourner aux tarifs réglementés de vente de l'énergie.](#)

Depuis un an, toutes les collectivités territoriales subissent de plein fouet la crise énergétique, dans des proportions jamais vues depuis des décennies. Malgré les dispositifs gouvernementaux en vigueur, les factures explosent, grevant largement les budgets de fonctionnement. Au niveau national, le montant de l'augmentation s'élève à 11 milliards d'euros. Mais, selon le profil des collectivités, les conséquences ne sont pas les mêmes. À Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis), par exemple, ville qui compte 31 % d'habitants en dessous du seuil de pauvreté, le maire Olivier Sarrabeyrouse évoque une facture actuelle de 850 000 euros, qui risquerait de passer à 3,5, voire 5 millions d'euros en 2023. L'édile communiste voit donc d'un bon œil le texte défendu par les sénateurs CRCE.

La proposition de loi, qu'ont défendue les sénateurs communistes Fabien Gay et Céline Brulin, prévoyait en effet un retour à un système déjà éprouvé. « *Je ne connais pas de système qui marche aussi bien que les tarifs régle-*

*mentés* », expliquent-ils. En face, la droite sénatoriale rechigne. En commission, la proposition de projet de loi a été rejetée, ce qui n'a pas empêché un débat et un vote public en séance plénière, ce mercredi 7 décembre. La droite LR avançait notamment deux arguments : une telle mesure coûterait trop cher, et elle entrerait en contradiction avec les règlements de l'Union européenne... Fabien Gay a balayé ce qu'il considère comme des « *Dogmes* ». « *Toutes les mesures prises par le gouvernement pour faire face à la crise énergétique coûtent 43 milliards d'euros.* » Selon une source interne au Sénat, donner le choix aux collectivités de revenir aux tarifs réglementés coûterait 3,5 milliards. Ensuite, « *Nous sommes déjà dans un rapport de forces au sein de la Commission européenne sur plusieurs questions touchant au marché de l'énergie* », rappelle Fabien Gay, qui a estimé qu'il est possible de déroger au droit européen en cas de « *force majeure* ». « *En l'occurrence, c'est un cas de force majeure* », insiste le sénateur, qui proposait de mettre en place cette mesure pour trois ans. Cette proposition transcendait de surcroît les clivages politiques. Un collectif « *Stop racket énergie* » s'est mis en place, il y a quelques semaines, à l'initiative du maire LR de Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), Zartosht Bakhtiari, et compte à ce jour près de 900 élus. S'il ne soutient pas sans réserve la proposition du groupe CRCE, il estime qu'un retour aux tarifs réglementés « *est une bonne chose. À condition qu'on ne le finance pas avec de la dette* », nuance-t-il. Cet édile LR estime également qu'il faudrait faire « *financer le bouclier tarifaire par les superprofits* », à moyen terme en finir avec « *l'ARENH, qui oblige EDF à vendre à perte* », et même « *Sortir du marché européen de l'énergie* ». Des convergences auraient donc pu voir le jour au Sénat, ce « *parlement des collectivités* ». Mais les gardiens de l'ordre libéral et de la loi de l'argent-roi en ont décidé autrement

### L'ancien président des Centristes con- damné

Jean-Christophe Lagarde, ex-président du parti centriste UDI, membre de la majorité macroniste, vient d'être [condamné pour avoir fourni un emploi fictif à... sa belle-mère](#)

### Une députée RN prise la main dans le sac

Le domicile de la députée RN Edwige Diaz vient d'être perquisitionné dans le cadre d'une [enquête sur son ancien emploi d'assistante parlementaire que la Justice soupçonne d'avoir été fictif.](#) Elle était à l'époque assistante du député Grégoire de Fournas, lui-même mis en garde à vue pour détournements de fonds publics, complicité et recel. Le même député avait déjà fait parler de lui en novembre lorsqu'il avait tenu des [propos racistes contre un député d'outre-mer.](#) Ce qui ne l'empêche pas [d'employer des travailleurs étrangers dans son exploitation](#)

### Le ministre de l'intérieur porte plainte contre Adrien Quatennens

Ce dernier avait accusé le ministre de l'intérieur d'être à l'origine des fuites qui ont étalé sur la place publique ses violences conjugales. [Gérald Darmanin a réagi par une plainte pour diffamation,](#) considérant les propos de l'ancien coordinateur de la France Insoumise comme calomnieux

## Non, le courant ne sera pas coupé mais il va y avoir des coupures

Olivier Véran, porte-parole du gouvernement, fait le service après-vente du plan aux multiples zones d'ombre des potentiels « délestages ». De la rhétorique macronienne pur jus.



EMMANUEL DJIMAND / AFP

En clair, en cas de pénurie d'électricité, l'État pourrait décider de couper les réseaux, sauf les plus sensibles (reliant les pompes, les hôpitaux, etc.), pendant deux heures, le matin ou le soir, mais pas sur tout un département, seulement par zones. Cela pourrait concerner 4 millions de personnes en même temps, et 60 % de la population sur l'ensemble du mois de janvier, prévenus du risque via Internet trois jours avant.

Ni Olivier Véran, ni le gouvernement ne disent, en revanche, comment pallier les multiples conséquences qu'auraient les coupures du chauffage, des télécommunications, d'Internet, des congélateurs, etc. Les préfets ont un mois pour répondre aux inquiétudes sur les appels aux urgences, les transports, les entreprises, la fracture numérique, les écoles... Des incertitudes innombrables qui ne semblent pas être la priorité : « Je comprends parfaitement toutes les questions qui vont se poser mais aujourd'hui ce n'est pas la question », a déclaré l'ancien ministre de la Santé sur BFMTV. Vous avez dit rassurant ? ●

FLORENT LE DU

**D'**abord, éviter de susciter la panique. Oui, la France pourrait connaître en janvier des pénuries d'énergie, notamment en cas de grand froid. « Nous dépendons du ciel », a osé Olivier Véran, porte-parole du gouvernement. Mais, Emmanuel Macron avait promis à l'été dernier : « Je veux vous rassurer, il n'y a aucun risque de coupure. » Et Olivier Véran de le réaffirmer le 1<sup>er</sup> décembre : « Ça ne veut pas dire qu'il y aura des coupures. » Sauf que celui-ci présentait la circulaire envoyée aux préfets pour organiser de possibles restrictions

en janvier. Il a donc bien été obligé de poursuivre : « On pourrait être amenés à rencontrer des situations obligeant à couper pendant une heure ou deux l'électricité. » Deuxième axe de la stratégie de communication : expliquer dans des termes très techniques qu'en réalité votre électricité sera peut-être bien coupée. L'exécutif ne parle pas de « coupures » mais de « délestages », activés « dans une configuration en peau de léopard » seulement en cas de « conjonction de plusieurs problèmes », et 72 heures « après l'apparition d'un Ecowatt rouge ».



RABOUISE

## Energie : pas de bouclier tarifaire pour les collectivités locales

[Les parlementaires macronistes et de droite ont uni leurs forces pour rejeter la proposition des sénateurs communistes visant à faire bénéficier les collectivités locales d'un bouclier tarifaire face à la hausse du prix de l'énergie.](#) Rappelons que parmi ces parlementaires figure Mme Pousier-Winsback

## Pas de recul de la pauvreté depuis 20 ans

L'observatoire des inégalités vient de faire ce [constat alarmant dans un rapport : depuis 20 ans, la pauvreté ne recule plus en France](#)

## Vers une annulation des festivals d'été en 2024 ?

[Gérald Darmanin demande aux festivals d'annuler ou de reporter leur édition 2024 pour ne pas nuire aux jeux olympiques.](#) Il est inconcevable de vouloir opposer ainsi le sport à la culture

## Le bal des planqués

Après l'ancien 1er ministre, Jean Castex, parti pantoufler comme PdG de la RATP, c'est au tour de Muriel Penicaux, ancienne ministre du travail d'Emmanuel Macron, d'aller [se recaser, cette fois chez Manpower](#). Une fois de plus, la porosité entre conseils d'administration des grandes sociétés privées, haute fonction publique et pouvoir macroniste

# Patrimoine et inégalités : l'explosion

## À LA UNE

### FAUT-IL ABOLIR LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE ?

« La propriété, c'est du vol », chante Didier Wampas, paraphrasant Proudhon. Cette année encore, les 22 millions les plus riches dans le monde, dont le patrimoine dépasse le million de dollars d'épargne financière, ont accumulé 86 000 milliards de dollars. Soit une progression de 8 % par rapport à 2021, selon le 26<sup>e</sup> rapport sur la richesse dans le monde (The World Wealth Report) réalisé par le cabinet de conseil Capgemini. Plus globalement, le patrimoine total des ménages s'est établi à 463 600 milliards de dollars, a calculé la banque Credit suisse, et devrait progresser de 36 % d'ici à 2026.

Selon les données compilées par le Laboratoire sur les inégalités mondiales (World Inequality Lab), depuis 1980 le 1 % recevant les plus hauts revenus a capté 27 % de la croissance des revenus, alors que les 50 % les plus pauvres se sont contentés de 12 % de cette croissance. Quelles que soient les époques, observe l'économiste, codirecteur du laboratoire, Lucas Chancel, « les 50 % du bas de l'échelle des revenus détiennent de 2 % à 7 % du patrimoine total, une part très faible, quand les 10 % les plus riches en possèdent environ 60 % à 80 % ».

Derrière ces chiffres vertigineux et ces courbes exponentielles, se cache une autre réalité, celle de la montée des inégalités de revenus. Après s'être stabilisées à un haut

## RÉPARTITION DES RICHESSES

# Comment la propriété fait exploser les inégalités

Le patrimoine, plus particulièrement sa concentration aux mains des plus riches, est le principal vecteur de l'accélération des disparités de revenus en France et dans le monde.

niveau, depuis les années 1990, celles-ci ont repris la pente ascendante. La modération salariale, la dérégulation, la financiarisation, mais aussi les réformes fiscales ont eu comme conséquence de faire grimper les revenus du capital beaucoup plus vite que ceux du travail. Entre 2009 et 2018, par exemple, rappelle Oxfam dans son rapport sur le CAC 40, les versements aux actionnaires ont augmenté de 70 %, la rémunération des PDG de 60 %, alors que le salaire moyen au sein de ces entreprises n'a augmenté que de 20 % et le Smic de 12 %, sur la même période. Ce qui a permis aux détenteurs de patrimoine d'en posséder à chaque fois un peu plus et d'accumuler des fortunes. La machine à accentuer les inégalités est activée.

D'autant qu'après la crise de 2008

le patrimoine financier, détenu principalement par le haut de la distribution des patrimoines, a connu une inflation spectaculaire. En France, « les 5 % des ménages les mieux dotés en patrimoine financier en détiennent plus de la moitié et 1 % des ménages en possède 31 %. Par comparaison, les 5 % des ménages les mieux dotés en patrimoine immobilier détiennent 28 % du patrimoine immobilier total », a calculé l'Insee dans son étude sur le patrimoine datée de 2019. Si bien que les variations d'inégalités de patrimoine affectent celles des revenus, du fait que le patrimoine n'est pas simplement une valeur mais génère les revenus de demain. La phrase de Pierre-Joseph Proudhon est donc plus que jamais d'actualité. ●

CLOTILDE MATHIEU

Manifestation à Nice pour la hausse des salaires, le 18 octobre 2022.



**ENTRE 2009  
ET 2018,  
LES VERSEMENTS  
AUX ACTIONNAIRES  
ONT AUGMENTÉ  
DE 70 %.  
LES SALAIRES  
DE 20 %.**



# Patrimoine et inégalités : l'explosion

## PATRIMOINE ET RICHESSE, VECTEURS D'INÉGALITÉS EN FRANCE

**3,5 %**  
des ménages  
DÉTIENNENT LA MOITIÉ  
des logements  
en location

**24 %**  
des ménages  
possèdent plusieurs  
LOGEMENTS



### RÉPARTITION DU PATRIMOINE DES MÉNAGES

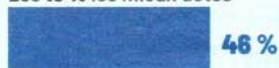
Le 1% le mieux doté



Les 5% les mieux dotés



Les 10% les mieux dotés



Les 50% les mieux dotés



\* Chiffres 2018

### PART DE LA RICHESSE CAPTÉE PAR LES PLUS FORTUNÉS



LES 10% LES MIEUX DOTÉS EN PATRIMOINE POSSÈDENT 46% DU TOTAL. LES 10% LES PLUS FORTUNÉS CAPTENT 59,5% DES RICHESSES

### MONTANT DU PATRIMOINE PAR TRANCHES

**10 %**  
des ménages  
ont moins de  
**3 800 €**  
(Moyenne : 1 800 €)

**50 %**  
des ménages  
ont moins de  
**163 000 €**  
(Moyenne : 276 000 €)

**10 %**  
des ménages  
ont plus de  
**607 700 €**  
(Moyenne : 1 279 000 €)

**1 %**  
des ménages  
a plus de  
**1 941 600 €**  
(Moyenne : 4 300 000 €)

SOURCES : WORLD INEQUALITY DATABASE ET INSEE - ILLUSTRATION : ADOBE STOCK

INFOGRAPHIE L'HUMANITÉ

**Avec les communistes, devenez acteur de  
la Nouvelle Union Populaire, Ecologique  
et Sociale**

**JE REJOINS** le Parti communiste français

Nom & prénom

Date de naissance  Sexe    

Adresse

CP/Ville

Profession

Lieu de travail ou d'étude

Tel.

Portable

E-mail

Comme chaque  
femme et  
chaque homme  
qui rejoint le  
PCF, vous  
avez le droit  
de recevoir  
l'**Humanité**  
pendant  
un mois.  
Merci de nous  
confirmer  
votre accord.

**OUI**

À renvoyer à: **Parti Communiste Français**  
33 place de général de Gaulle 76000 Rouen

Envoyez un E-mail à [pcf@pcf-fecamp.fr](mailto:pcf@pcf-fecamp.fr) avec vos questions  
et suggestions.


Consultez les anciens numéros du Rouge-Gorge sur le web  
à <http://www.pcf-fecamp.fr>

Inscrivez-vous pour recevoir par mail les nouveaux bulletins  
à [pcf@pcf-fecamp.fr](mailto:pcf@pcf-fecamp.fr)

La page Facebook du PCF de Fécamp  
(1 à 2 mises à jour par semaine) :  
*Pour suivre l'actualité politique au quoti-  
dien*

**Cliquez ici** 

Le site web de la section de Fécamp du  
PCF, avec l'intégrale des anciens nu-  
méros du Rouge-Gorge et nos vidéos :

**Cliquez ici** 

Le journal l'Humanité :

**Cliquez ici** 

Les élus communistes du conseil  
municipal de Fécamp :

**Cliquez ici** 

La page Facebook de Céline Brulin,  
sénatrice de Seine-Maritime :

**Cliquez ici** 

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq,  
député de Seine-Maritime :

**Cliquez ici** 

La page Facebook de Sébastien Jumel,  
député de Seine-Maritime :

**Cliquez ici** 

La page Facebook d'Hubert Wulfranc,  
député de Seine-Maritime :

**Cliquez ici** 

La page Facebook de Fabien Roussel,  
candidat à l'élection présidentielle :

**Cliquez ici** 



**Prenons soin de la France**

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS